

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT :

Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 12 fr. 50. — Six mois, 26 francs. — Un an, 50 francs.

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs.

La France et l'étranger, les frais de poste en sus.

PRIX DES ABONNEMENTS EST PAYABLE D'AVANCE. — TOUT ABONNEMENT CONTINUE JUSQU'A RÉCEPTION D'AVIS CONTRAIRE.

ROUBAIX, LE 22 DÉCEMBRE 1886

TAISONS NOUS!

Les organes accrédités du ministère et les agences qui rejoignent ses communications, font un étalage bien indiscret de certaines mesures militaires décidées par le département de la guerre. La transformation de l'armement de l'infanterie, la confection de nouveaux obus, la mise en état de défense de diverses places, tout ce que peut faire en un mot un ministre actif et prévoyant, mais ce qui se fait est d'ordinaire sans tant de bruit, est devenu, tout-à-coup, l'objet de commentaires assez compromettants.

Le parti républicain gouvernemental voudrait préparer la France aux pires événements ; il serait résolu de chercher dans la guerre une diversion suprême à ses embarras, que ses journaux ne tiendraient pas un autre langage.

Nous avons toujours pensé que ce parti nous mènerait à la révolution socialiste à l'intérieur, ou à une guerre imprudente et mal engagée à l'extérieur ; nous avons toujours cru que ce serait là l'issue désastreuse de sa politique et des erreurs électorales de la majorité de la nation.

Sommes-nous à la veille de l'une de ces catastrophes ?

On prête au général Boulanger un langage assez inquiétant devant la commission de l'armée. Le ministre a-t-il voulu seulement peser sur les décisions des députés, ou bien la situation est-elle réellement aussi alarmante qu'il l'aurait présenté, dit-on ?

Nous n'en savons rien.

Mais nous savons, comme tous les Français, que, si la France doit être prête aux événements, elle doit se garder de toute provocation, de toute démarche imprudente, de toute démonstration tapageuse.

Si la provocation venait, injuste et brutale, de l'Allemagne, il n'y aurait qu'un cri d'un bout à l'autre du pays, les partis disparaîtraient, tous les citoyens comprendraient quel effort suprême s'impose à la patrie : tous, nous n'aurions qu'un vœu et qu'une âme.

L'Allemagne ne paraît pas disposée à commettre cette faute et à prendre, devant le monde et devant elle-même, la responsabilité d'une conférence.

A Berlin, on joue même, en ce moment, un jeu fort serré et fort habile. On tient évidemment à se mettre en bonne posture. On se rapproche de la Russie ; on multiplie les démonstrations courtoises notre ambassadeur. En même temps, on nous dénonce, à la tribune du Parlement, comme preuve, les mesures prises actuellement par M. le général Boulanger, mesures malheureusement annoncées et commentées avec trop de fanfares par la presse de gauche.

Ceux qui, chez nos voisins, désirent le plus ardemment la guerre, espèrent bien que nous l'amènerons par notre politi-

que, et que nous la justifierons par notre imprudence.

Le parti au pouvoir saura-t-il éviter ce piège ou bien est-il résolu à brusquer les événements ?

L'unanimité avec laquelle les diplomates de carrière ont refusé le portefeuille des affaires étrangères, pourrait faire croire que nos politiciens gouvernementaux nous ont déjà entraîné un peu plus loin qu'il ne faudrait ; personne, parmi nos représentants à l'étranger, ne semble vouloir prendre la responsabilité de ce qui va suivre.

L'opinion, en France, veut la paix. Une insulte directe, nous venant de l'autre côté du Rhin, pourrait seule justifier la guerre à ses yeux.

Le gouvernement le sait.

Aussi ne comprenons-nous rien au langage impolitique de ses journaux.

Pour l'amour de la France, qu'ils se taisent !

ALFRED REBOUX.

Le Journal des Débats a reçu cette dépêche :

« 20 décembre. — Les rapports entre l'Allemagne et la Russie n'ont jamais été très tendus, sont revenus excellents, et il n'y a aucune crainte à concevoir pour le maintien de la paix. C'est le sentiment unanime de tous les personnes politiques à même de juger. »

L'opinion la plus accélérée est que la loi militaire sera votée par le Reichstag dans la dernière quinzaine de janvier, malgré l'opposition de la communauté protestante. La conduite est, en général, d'autant plus sévère qu'elle juge qu'il la considère comme pouvant avoir pour résultat une dissolution qui tout le monde redoute. »

On lit dans l'*Autorité* :

« Abordons donc l'hypothèse de la guerre. »

« La guerre est une : ou la France provoquera, ou elle sera provoquée ; si, n'ayant donné aucun motif, feront aucun prétexte à une agression, la France est attaquée ; ou si la situation devient simple et claire. »

Alors, il ne s'agit plus de savoir si nous sommes ou si nous ne sommes pas en République, si nous sommes d'accord ou divisés entre nous, s'il y a des motifs ou non. »

« Si elle est provoquée ; si, n'ayant donné aucun motif, feront aucun prétexte à une agression, la France est attaquée ; ou si la situation devient simple et claire. »

Alors, il ne s'agit plus de savoir si nous sommes ou si nous ne sommes pas en République, si nous sommes d'accord ou divisés entre nous, s'il y a des motifs ou non. »

« Nous avons laissé tranquilles, si nous-mêmes, les groupes, tous unis, tous abrités sous le même drapeau, sous le drapeau tricolore, nous nous battons pour la mère patrie, confondant nos cours et nos intérêts. »

« Mais, honnêtement, pour le dire, nous croyons cette conjecture assez peu probable. »

On ne cherche pas vainement, gratuitement, à un grand nombre de peuples, une querelle aussi querelle qu'il soit. »

« Et nous avons le droit d'espérer grandement que l'Europe nous laissera tranquilles, si nous-mêmes ne la laisons tranquille. »

« Ainsi nous n'avons rien à craindre. »

« Elle vient de la crainte que nous inspire un gouvernement républicain, à la fois incapable d'inspirer confiance à l'Europe et capable de se lancer dans la guerre. »

« Ce n'est pas d'aujourd'hui seulement que le gouvernement républicain affecte inconsidérément des allusions fanfaronnes, et on se souvient des efforts que dure jadis l'opinion publique pour arrêter Gambetta dans ses projets de guerre. »

« Or, tout ce qu'il dit aujourd'hui il existe une faction prête à tout, même à risquer ce qui serait pour la France la dernière partie, la partie suprême... »

Un important journal républicain fait, en ces termes, la leçon à certains organes intemporels :

« Le journal officiel de Saint-Pétersbourg est intervenu pour mettre fin à longue hostilité, pour ne pas dire provocateur, de la presse russe contre l'Allemagne. L'Empire allemand, nous est-il dit, reste le voisin pacifique. L'Allemagne, et le gouvernement russe, sont, pour l'instant, les deux amis de l'Allemagne continue, de l'absence de toute action contraire à la dignité de la Russie ou à ses intérêts historiques en Orient. »

Les deux derniers récents, selon nous, signes de rapprochement entre les deux pays, mais qui n'indiquent pas nécessairement que leur cause la concurrence des pêcheurs américains, canadiens et français, qui sont aidés des primes et qui se servent de St-John comme marché. »

Les pêcheurs demandent l'imposition d'un même tarif sur les poissons de toute provenance aussi bien que sur ceux de Terre-Neuve, et demandent à ce que les pêcheurs de la France et elles avaient cela de profondément triste

RÉDACTION & ADMINISTRATION

17, RUE NEUVE, 17
Directeur-Gérant : ALFRED REBOUX
Bureau à Tourcoing, RUE DES POUTRAINS, 42

ABONNEMENTS ET ANNONCES :

RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 8 bis.
Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et C°, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34
Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICITE.

que, et que nous la justifierons par notre imprudence.

Le parti au pouvoir saura-t-il éviter ce piège ou bien est-il résolu à brusquer les événements ?

L'unanimité avec laquelle les diplomates de carrière ont refusé le portefeuille des affaires étrangères, pourrait faire croire que nos politiciens gouvernementaux nous ont déjà entraîné un peu plus loin qu'il ne faudrait ; personne, parmi nos représentants à l'étranger, ne semble vouloir prendre la responsabilité de ce qui va suivre.

L'opinion, en France, veut la paix. Une insulte directe, nous venant de l'autre côté du Rhin, pourrait seule justifier la guerre à ses yeux.

Le gouvernement le sait.

Aussi ne comprenons-nous rien au langage impolitique de ses journaux.

Pour l'amour de la France, qu'ils se taisent !

ALFRED REBOUX.

Le Journal des Débats a reçu cette dépêche :

« 20 décembre. — Les rapports entre l'Allemagne et la Russie n'ont jamais été très tendus, sont revenus excellents, et il n'y a aucune crainte à concevoir pour le maintien de la paix. C'est le sentiment unanime de tous les personnes politiques à même de juger. »

L'opinion la plus accélérée est que la loi militaire sera votée par le Reichstag dans la dernière quinzaine de janvier, malgré l'opposition de la communauté protestante. La conduite est, en général, d'autant plus sévère qu'elle juge qu'il la considère comme pouvant avoir pour résultat une dissolution qui tout le monde redoute. »

On lit dans l'*Autorité* :

« Abordons donc l'hypothèse de la guerre. »

« La guerre est une : ou la France provoquera, ou elle sera provoquée ; si, n'ayant donné aucun motif, feront aucun prétexte à une agression, la France est attaquée ; ou si la situation devient simple et claire. »

Alors, il ne s'agit plus de savoir si nous sommes ou si nous ne sommes pas en République, si nous sommes d'accord ou divisés entre nous, s'il y a des motifs ou non. »

« Nous avons laissé tranquilles, si nous-mêmes, les groupes, tous unis, tous abrités sous le même drapeau, sous le drapeau tricolore, nous nous battons pour la mère patrie, confondant nos cours et nos intérêts. »

« Mais, honnêtement, pour le dire, nous croyons cette conjecture assez peu probable. »

On ne cherche pas vainement, gratuitement, à un grand nombre de peuples, une querelle aussi querelle qu'il soit. »

« Et nous avons le droit d'espérer grandement que l'Europe nous laissera tranquilles, si nous-mêmes ne la laisons tranquille. »

« Ainsi nous n'avons rien à craindre. »

« Elle vient de la crainte que nous inspire un gouvernement républicain, à la fois incapable d'inspirer confiance à l'Europe et capable de se lancer dans la guerre. »

« Ce n'est pas d'aujourd'hui seulement que le gouvernement républicain affecte inconsidérément des allusions fanfaronnes, et on se souvient des efforts que dure jadis l'opinion publique pour arrêter Gambetta dans ses projets de guerre. »

« Or, tout ce qu'il dit aujourd'hui il existe une faction prête à tout, même à risquer ce qui serait pour la France la dernière partie, la partie suprême... »

Un important journal républicain fait, en ces termes, la leçon à certains organes intemporels :

« Le journal officiel de Saint-Pétersbourg est intervenu pour mettre fin à longue hostilité, pour ne pas dire provocateur, de la presse russe contre l'Allemagne. L'Empire allemand, nous est-il dit, reste le voisin pacifique. L'Allemagne, et le gouvernement russe, sont, pour l'instant, les deux amis de l'Allemagne continue, de l'absence de toute action contraire à la dignité de la Russie ou à ses intérêts historiques en Orient. »

Les deux derniers récents, selon nous, signes de rapprochement entre les deux pays, mais qui n'indiquent pas nécessairement que leur cause la concurrence des pêcheurs américains, canadiens et français, qui sont aidés des primes et qui se servent de St-John comme marché. »

Les pêcheurs demandent l'imposition d'un même tarif sur les poissons de toute provenance aussi bien que sur ceux de Terre-Neuve, et demandent à ce que les pêcheurs de la France et elles avaient cela de profondément triste

que, et que nous la justifierons par notre imprudence.

Le parti au pouvoir saura-t-il éviter ce piège ou bien est-il résolu à brusquer les événements ?

L'unanimité avec laquelle les diplomates de carrière ont refusé le portefeuille des affaires étrangères, pourrait faire croire que nos politiciens gouvernementaux nous ont déjà entraîné un peu plus loin qu'il ne faudrait ; personne, parmi nos représentants à l'étranger, ne semble vouloir prendre la responsabilité de ce qui va suivre.

L'opinion, en France, veut la paix. Une insulte directe, nous venant de l'autre côté du Rhin, pourrait seule justifier la guerre à ses yeux.

Le gouvernement le sait.

Aussi ne comprenons-nous rien au langage impolitique de ses journaux.

Pour l'amour de la France, qu'ils se taisent !

ALFRED REBOUX.

Le Journal des Débats a reçu cette dépêche :

« 20 décembre. — Les rapports entre l'Allemagne et la Russie n'ont jamais été très tendus, sont revenus excellents, et il n'y a aucune crainte à concevoir pour le maintien de la paix. C'est le sentiment unanime de tous les personnes politiques à même de juger. »

L'opinion la plus accélérée est que la loi militaire sera votée par le Reichstag dans la dernière quinzaine de janvier, malgré l'opposition de la communauté protestante. La conduite est, en général, d'autant plus sévère qu'elle juge qu'il la considère comme pouvant avoir pour résultat une dissolution qui tout le monde redoute. »

On lit dans l'*Autorité* :

« Abordons donc l'hypothèse de la guerre. »

« La guerre est une : ou la France provoquera, ou elle sera provoquée ; si, n'ayant donné aucun motif, feront aucun prétexte à une agression, la France est attaquée ; ou si la situation devient simple et claire. »

Alors, il ne s'agit plus de savoir si nous sommes ou si nous ne sommes pas en République, si nous sommes d'accord ou divisés entre nous, s'il y a des motifs ou non. »

« Nous avons laissé tranquilles, si nous-mêmes, les groupes, tous unis, tous abrités sous le même drapeau, sous le drapeau tricolore, nous nous battons pour la mère patrie, confondant nos cours et nos intérêts. »

« Mais, honnêtement, pour le dire, nous croyons cette conjecture assez peu probable. »

On ne cherche pas vainement, gratuitement, à un grand nombre de peuples, une querelle aussi querelle qu'il soit. »

« Et nous avons le droit d'espérer grandement que l'Europe nous laissera tranquilles, si nous-mêmes ne la laisons tranquille. »

« Ainsi nous n'avons rien à craindre. »

« Elle vient de la crainte que nous inspire un gouvernement républicain, à la fois incapable d'inspirer confiance à l'Europe et capable de se lancer dans la guerre. »

« Ce n'est pas d'aujourd'hui seulement que le gouvernement républicain affecte inconsidérément des allusions fanfaronnes, et on se souvient des efforts que dure jadis l'opinion publique pour arrêter Gambetta dans ses projets de guerre. »